

**BANDE DES INNUS DE PESSAMIT**  
**TEXTE LÉGISLATIF SUR L'ACCORD D'EMPRUNT DE 2015**  
**(Autres recettes)**

ATTENDU :

- A. qu'en vertu du paragraphe 74b) de la *Loi sur la gestion financière des Premières nations*, l'Administration Financière des Premières Nations (l'Administration) a pour mission, entre autres, de trouver pour ses membres emprunteurs, par l'utilisation d'autres recettes réglementaires, du financement à des fins prévues par règlement;
- B. que le *Règlement sur le financement garanti par d'autres recettes* adopté en vertu de l'article 142 de la Loi précise les autres recettes et les fins pour lesquelles ces autres recettes peuvent être utilisées afin d'obtenir un financement auprès de l'Administration, et qu'il adapte toute disposition de la Loi ou en restreint l'application aux fins du paragraphe 74b);
- C. qu'en vertu de l'alinéa 5(1)d) de la Loi, le Conseil d'une Première Nation peut prendre des textes législatifs concernant l'emprunt de fonds auprès de l'Administration, y compris l'autorisation de conclure avec cette dernière un accord relatif à un tel emprunt;
- D. que la BANDE DES INNUS DE PESSAMIT souhaite obtenir un financement auprès de l'Administration en utilisant d'autres recettes prévues dans la Loi;
- E. que la BANDE DES INNUS DE PESSAMIT souhaite conclure un accord d'emprunt avec l'Administration tel que le prévoit le présent texte législatif;
- F. que la BANDE DES INNUS DE PESSAMIT a adopté un texte législatif sur la gestion financière en vertu de l'alinéa 9(1)a) de la Loi, lequel a été approuvé par le Conseil de gestion financière des Premières Nations;
- G. que la BANDE DES INNUS DE PESSAMIT a obtenu du Conseil de gestion financière des Premières Nations un certificat en matière de rendement financier dont copie est jointe en annexe A au présent texte législatif.

POUR CES MOTIFS, le Conseil de la BANDE DES INNUS DE PESSAMIT édicte ce qui suit :

1. Le présent texte législatif peut être cité sous le titre de *Texte législatif sur l'accord d'emprunt de 2015* de la BANDE DES INNUS DE PESSAMIT.
2. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent texte législatif (y compris les attendus) :

« **Accord d'emprunt** » s'entend de l'accord d'emprunt conclu entre l'Administration et la Première Nation dont le texte figure à l'annexe B du présent texte législatif;

« **Administration** » s'entend de l'Administration financière des Premières Nations constituée en vertu de la Loi;

« **Certificat en matière de rendement financier** » s'entend d'un certificat délivré par le Conseil de gestion en vertu du paragraphe 50(3) de la Loi qui atteste la conformité du rendement financier de la Première Nation aux normes du Conseil de gestion;

« **Conseil de gestion** » s'entend du Conseil de gestion financière des Premières Nations créé en vertu de la Loi;

« **Loi** » s'entend de la *Loi sur la gestion financière des Premières nations* et de ses règlements, tels qu'ils sont adaptés par le *Règlement sur le financement garanti par d'autres recettes* et de toute modification apportée à ceux-ci;

« **Première Nation** » s'entend de la BANDE DES INNUS DE PESSAMIT;

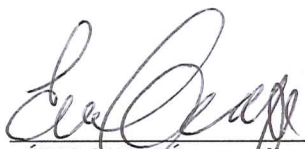
« **Règlement sur le financement garanti par d'autres recettes** » s'entend du règlement adopté en vertu de l'article 142 de la *Loi sur la gestion financière des Premières Nations* qui précise les autres recettes et les fins pour lesquelles ces autres recettes peuvent être utilisées afin d'obtenir un financement auprès de l'Administration et adapte toute disposition de la *Loi sur la gestion financière des Premières Nations* ou en restreint l'application aux fins du paragraphe 74b);

« **Texte législatif** » s'entend du présent *Texte législatif sur l'accord d'emprunt*.

3. Sauf indication contraire du contexte, les termes du présent texte législatif qui n'y sont pas définis s'entendent au sens de la Loi.
4. Le Conseil de la Première Nation est autorisé à conclure l'accord d'emprunt avec l'Administration.
5. Le Conseil a l'autorisation et l'instruction de mettre en œuvre l'Accord d'emprunt au nom de la Première Nation, selon les modalités spécifiées par l'Administration.
6. Les dispositions de ce texte législatif exprimées aux présentes s'appliquent à la situation du moment.
7. Le présent texte législatif est censé apporter une solution de droit et s'interprète de la manière la plus équitable et la plus large qui soit compatible avec la réalisation de ses objectifs.
8. Les annexes du présent texte législatif en font partie intégrante.
9. Le présent texte législatif entre en vigueur le 3<sup>e</sup> jour de JUIN 2015.

LE PRÉSENT TEXTE LÉGISLATIF EST DUMENT PRIS par le Conseil de la Première Nation en ce 3<sup>e</sup> jour de JUIN 2015 à PESSAMIT dans la province de Québec.

Le quorum du Conseil est constitué de quatre (4) membres du Conseil.


  
ÉRIC CANAPÉ, conseiller

  
RENÉ SIMON, chef

  
GÉRALD HERVIEUX, conseiller

  
ANDRÉE PAUL, conseillère

  
JEAN-NOËL RIVERIN, conseiller

  
RAYMOND ROUSSELOT,  
conseiller

  
MARIELLE VACHON, conseillère

**ANNEXE «A»**  
**CERTIFICAT EN MATIÈRE DE RENDEMENT FINANCIER**

## CERTIFICAT DE RENDEMENT FINANCIER ÉMIS À LA BANDE DES INNUS DE PESSAMIT

Le Conseil de gestion financière des Premières Nations (ci-après : « CGFPN ») a terminé son examen du rendement financier de la Bande des Innus de Pessamit eu égard à sa conformité aux *Normes sur le rendement financier* énoncées à l'article 55 de la *Loi sur la gestion financière des Premières Nations* (ci-après : « la Loi »). Se fondant sur cet examen, et après avoir tiré ses conclusions, le CGFPN est d'avis et atteste qu'en date du 31 mars 2014, la Bande des Innus de Pessamit se conformait aux *Normes sur le rendement financier*.

Conformément à l'article 50(2) de la Loi, le CGFPN a fourni à la Bande des Innus de Pessamit le rapport et l'annexe ci-joints datés du 20 mai 2015, sur lesquels se fondent l'opinion du CGFPN et l'attestation.

Le présent certificat est émis à la Bande des Innus de Pessamit conformément à l'article 50(3) de la Loi, uniquement dans le but de permettre à la Bande des Innus de Pessamit de satisfaire aux exigences de la Loi. Le Certificat ne doit pas être utilisé ni invoqué par la Bande des Innus de Pessamit ou par quiconque pour quelque autre but. Le CGFPN n'est aucunement responsable de quelque perte ou dommage découlant de quelque usage non autorisé dudit Certificat, ou du fait qu'il soit invoqué de manière non autorisée.

Le présent Certificat est émis le 20 mai 2015.

*Conseil de gestion financière des Premières Nations*